

MARCHE DE TRAVAUX

DEPARTEMENT DE LA MARNE

COMMUNE DE MONTMORT-LUCY

**Aménagement de trottoirs
Rue Sainte-Anne (RD18)**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

I	ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
I.1	Objet du marché	4
I.2	Décomposition en tranches et en lots.....	4
I.3	Intervenants	4
I.3.1	Maître d'Ouvrage	4
I.3.2	Désignation de sous-traitants en cours de marché	4
I.3.3	Conduite d'opération	4
I.3.4	Maîtrise d'œuvre	5
I.3.5	Contrôle technique.....	5
I.3.6	Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (SPS).....	5
I.3.7	Ordonnancement, Pilotage et Coordination de Chantier (OPC)	5
I.3.8	Autres intervenants.....	5
I.4	Travaux intéressant la Défense - Obligation de discrétion	5
I.5	Contrôle des coûts de revient	5
I.6	Dispositions générales	5
I.6.1	Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	5
I.6.2	Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers.....	5
I.6.3	Assurances	6
II	ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	7
II.1	Pièces contractuelles	7
II.2	Compte rendu de réunion de chantier	7
III	ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	8
III.1	Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes	8
III.1.1	Prestations fournies à titre gratuit	8
III.1.2	Mode d'Evaluation des Ouvrages.....	8
III.1.3	Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix	8
III.1.4	Travaux en régie	8
III.1.5	Calcul des décomptes.....	9
III.1.6	Répartition des dépenses communes de chantier.....	9
III.2	Variation dans les prix	9
III.2.1	Mois d'établissement des prix du marché	9
III.2.2	Choix de l'index de référence.....	10
III.2.3	Modalités d'actualisation des prix	10
III.3	Application de la taxe à la valeur ajoutée	10
III.4	Modalités de paiement.....	10
IV	ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES	11
IV.1	Délai de réalisation.....	11
IV.1.1	Planning prévisionnel des travaux	11
IV.2	Prolongation des délais d'exécution.....	11
IV.3	Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance	11
IV.3.1	Pénalités pour retard d'exécution	11
IV.3.2	Primes d'avance	11
IV.4	Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	11
IV.4.1	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	11
IV.4.2	Documents fournis après exécution.....	11
IV.4.3	Période de préparation.....	11
IV.4.4	Rendez-vous de chantier	11
IV.4.5	Défaut de signalisation.....	12
IV.4.6	Nettoyage des voies publiques.....	12

V	ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	13
V.1	Retenue de garantie.....	13
V.2	Avance.....	13
VI	ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	14
VI.1	Provenance des matériaux et produits.....	14
VI.2	Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	14
VI.3	Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	14
VI.4	Gestion des déchets de chantier	14
VII	ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES	15
VII.1	Piquetage général	15
VII.2	Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	15
VIII	ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX....	16
VIII.1	Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	16
VIII.2	Etudes d'exécution des ouvrages.....	16
VIII.3	Echantillons - Notices techniques – Procès-verbal d'agrément.....	16
VIII.4	Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	16
VIII.4.1	Installation des chantiers de l'Entreprise	16
VIII.4.2	Lieux de dépôt des déblais en excédent.....	16
VIII.4.3	Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier	16
a)	Principes généraux.....	16
b)	Autorité du coordonnateur SPS	17
c)	Moyens donnés au coordonnateur SPS.....	17
d)	Obligations du Titulaire vis-à-vis des sous-traitants	17
VIII.4.4	Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique	17
VIII.4.5	Maintien des communications et de l'écoulement des eaux.....	17
VIII.4.6	Emploi d'explosifs et engins explosifs de guerre	17
VIII.4.7	Dégradations causées aux voies publiques.....	17
VIII.4.8	Garde du chantier.....	17
IX	ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX	18
IX.1	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	18
IX.2	Registre de chantier	18
IX.3	Opérations préalables à la réception	18
IX.4	Réception	18
IX.4.1	Réception des ouvrages	18
IX.4.2	Réceptions partielles	18
IX.5	Mise à disposition ou prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage	18
IX.6	Documents fournis après exécution	18
IX.7	Délai de garantie.....	18
IX.8	Garanties particulières	18
X	ARTICLE 10. RESILIATION	19
XI	ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	20

I ARTICLE PREMIER. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES

I.1 Objet du marché

Les prestations, objet du présent marché, concernent la rénovation de trottoirs le long de la RD18 (Rue Sainte-Anne) sur la Commune de Montmort-Lucy.

Le projet prend en compte les prestations suivantes :

- Terrassement de trottoirs et dépose de bordurage existant.
- Fourniture et pose de bordurage de chaussée.
- Restructuration des trottoirs et des entrées riveraines.
- Réalisation de revêtement en béton désactivé et en enrobés.
- Adaptation du réseau de collecte des eaux pluviales existant.
- Signalisation verticale et horizontale.

Les prestations seront exécutées pour le compte de la Commune de Montmort-Lucy, maître d'ouvrage de l'opération.

I.2 Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

I.3 Intervenants

I.3.1 Maître d'Ouvrage

La Maîtrise d'Ouvrage est assurée par la Commune de Montmort-Lucy.

La Commune de Montmort-Lucy est le Maître d'Ouvrage au sens de l'article 2 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

I.3.2 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial. Les modalités de paiement du sous-traitant suivront les obligations de la loi de 1975 sur la sous-traitance à paiement direct.

Le Titulaire doit joindre en sus des renseignements exigés par les articles R. 2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique :

- La nature des prestations sous-traitées.
- Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références).
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé.
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (Article L2193-4 du code de la commande publique).
- L'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.
- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé du sous-traitant.

I.3.3 Conduite d'opération

Sans objet.

I.3.4 Maîtrise d'œuvre

Le Maître d'Œuvre est :

GTA Ingénierie

11, rue Clément Ader
51 100 REIMS
Tél : 09 67 59 82 79
contact@gtaingenierie.com

Il est chargé d'une mission comprenant :

- Les études de projet (PRO).
- L'assistance au Maître de l'Ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT).
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET).
- L'assistance au Maître de l'Ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR).

I.3.5 Contrôle technique

Sans objet.

I.3.6 Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (SPS)

Sans objet.

I.3.7 Ordonnancement, Pilotage et Coordination de Chantier (OPC)

Sans objet.

I.3.8 Autres intervenants

Sans objet.

I.4 Travaux intéressant la Défense - Obligation de discrétion

Sans objet.

I.5 Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

I.6 Dispositions générales

I.6.1 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le Titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application de l'article R 324-4 du Code du travail, le Titulaire fournira les documents demandés dans les conditions fixées à cet article tous les six mois à compter de la date de notification du marché et ce jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article R.341-30 du Code du Travail et avant la notification du marché, le Titulaire doit remettre au Maître de l'Ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

I.6.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Si le Titulaire est établi dans un autre pays de

l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euro**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le Titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R. 2193-1 et R. 2193-9 du code de la commande publique relatif aux marchés publics, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet"

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Les demandes de paiement seront libellées en euro et soumises aux modalités du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Conformément à l'article 6 du CCAG, les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Le Titulaire est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée

I.6.3 Assurances

A. Responsabilité

D'une façon générale, le Titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, le Titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 1792-2 du Code Civil notamment en termes de garantie décennale.

B. Assurance de responsabilité civile pendant et après travaux

Les Titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le Maître de l'Ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait de l'opération. Les polices doivent apporter les minimums de garantie définis à l'article 9 du CCAG.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, les Titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au Maître de l'Ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du Maître de l'Ouvrage, les Titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

II ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

II.1 Pièces contractuelles

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître de l'ouvrage fait seul foi.
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître de l'ouvrage fait seul foi.
- Le programme ou le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG et comportant les dates de début et de fin des travaux.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître de l'ouvrage fait seul foi et ses annexes soit notamment les plans d'exécution des travaux établis par le Titulaire.
- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants éventuels, postérieurs à la notification du marché.
- Le Bordereau des Prix Unitaire.
- Le Détail Estimatif.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix.

II.2 Compte rendu de réunion de chantier

Les comptes rendus de réunion sont établis par le Maître d'œuvre et transmis aux différents intéressés y compris le Titulaire dans un délai ne pouvant excéder 5 jours.

Conformément à l'article 3.1 du CCAG, la notification au Titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur dans le cadre de ces réunions pourra être faite par courrier électronique (Transmission par courriel des Comptes Rendu de réunion).

III ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

III.1 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis :

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé des salariés, de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur.
- En tenant compte des sujétions d'exécution particulières ci-dessous :

Les travaux seront exécutés :

- De manière à garantir le maintien des accès aux riverains, les accès chantier ne devront pas entraîner de gêne pour les usagers et seront définis en concertation avec les exploitants de la route. (Commune de Montmort-Lucy, Conseil Départemental...).
- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après relevé à la station météorologique de référence :

<i>Nature du phénomène</i>	<i>Intensité limite et Durée</i>
PLUIE	30 mm pendant 1 jour
NEIGE	5 cm pendant 1 jour
VENT	80 km/h pendant 1 jour
TEMPERATURE	0°C pendant 2 jours
BROUILLARD	visibilité inférieure à 50 m pendant 1 jour

III.1.1 Prestations fournies à titre gratuit

Outre les facilités dont bénéficiera l'Entreprise pour l'emplacement des installations de chantiers, le Maître de l'Ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

III.1.2 Mode d'Évaluation des Ouvrages

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix sur des quantités exécutées et relevées contradictoirement.

III.1.3 Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de demander au Titulaire tous les sous détails ou décomposition de prix qu'il estimera nécessaires en cours d'analyse des offres et pendant la durée du marché.

III.1.4 Travaux en régie

Sans objet.

III.1.5 Calcul des décomptes

Les projets de décomptes seront présentés conformément à l'article 13.1 du CCAG Travaux et selon le modèle qui sera fourni à l'Entreprise au début des travaux. Les comptes seront réglés mensuellement.

Les travaux, objet du présent marché, seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique.

Les sommes dues au(x) Titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), seront mandatées et payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, augmenté de huit points.

III.1.6 Répartition des dépenses communes de chantier

Pour l'application de l'article 10-1 du CCAG, les dispositions suivantes sont retenues :

A. Dépenses d'équipement de chantier

Les dépenses d'équipement de chantier ainsi que les charges temporaires de voirie et de police sont réputées rémunérées par les prix du présent marché.

Les dépenses d'aménagement, de mise en place, de maintenance et de repli de la signalisation temporaire de chantier sont réputées rémunérées par les prix du présent marché, dans le respect du planning prévisionnel.

B. Dépenses de fonctionnement

Pour le nettoyage du chantier :

- Chaque Entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.
- Chaque Entrepreneur a la charge du tri de ses déchets de chantier conformément à la législation en vigueur et de leur évacuation jusqu'aux lieux de stockages.
- Chaque Entrepreneur a la charge du stockage temporaire, l'évacuation et l'élimination de ces déchets de chantier, conformément à la législation en vigueur.
- En cours de chantier, chaque Entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées.

En cas de non-respect de ces exigences, le Maître d'œuvre se réserve la possibilité, après simple demande, de faire intervenir dans un délai de 24 heures, aux frais des Entreprises défaillantes, une Entreprise de nettoyage extérieure.

C. Compte prorata

Sans Objet

III.2 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Les prix sont fermes et actualisables

III.2.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant à la date limite de remise des offres appelé "mois zéro" (m0).

III.2.2 Choix de l'index de référence

Les index de référence I choisis en raison de leur structure pour l'actualisation des prix faisant l'objet de ce marché sont :

- L'index TP08 – Travaux d'aménagement et entretien de voirie en zones rurale et urbaine pour l'ensemble des prix hormis la série de prix N°24.
- L'index TP09 – Fabrication et mise en œuvre d'enrobés pour la série de prix N°24.

Ces index sont publiés au Bulletin Officiel du ministère en charge de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique.

Les primes, pénalités, retenues et indemnités sont actualisées avec ces index.

III.2.3 Modalités d'actualisation des prix

L'actualisation des prix du marché ne peut être effectuée seulement si le délai entre la remise des offres et le démarrage effectif des travaux est supérieur à 3 mois.

La formule d'actualisation est la suivante :

$$P = P_0 \times [I_{(n-3)} / I_0]$$

P = Prix actualisé H.T.

P₀ = Prix initial H.T.

I_(n-3) = Valeur de l'index au mois n de commencement des travaux indiqué dans l'Ordre de Service moins trois mois.

I₀ = Valeur de l'index au mois zéro.

III.3 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

III.4 Modalités de paiement

Par dérogation à l'article 13.5.1 du CCAG, pour les sous-traitants, le Titulaire joint au projet de décompte la demande de paiement de chaque sous-traitant concerné revêtue de son acceptation, cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA le cas échéant.

De plus, dans le cas de groupement, cette demande de paiement doit être visée par le mandataire du groupement.

IV ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

IV.1 Délai de réalisation

Le délai de réalisation des travaux est fixé à l'acte d'engagement.

IV.1.1 Planning prévisionnel des travaux

Le planning prévisionnel des travaux est établi par l'Entrepreneur et soumis au visa du Maître d'Œuvre. Ce calendrier intègre les prestations sous traitées et s'inscrit dans le délai global de réalisation des travaux.

IV.2 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

En cas d'intempéries réputées normalement prévisibles, l'Entrepreneur n'aura droit qu'à une prolongation de délai et sera totalement infondé à justifier une réclamation d'indemnisations supplémentaires en prétendant d'une durée supplémentaire d'utilisation ou de l'immobilisation de ses matériels et personnels.

IV.3 Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance

IV.3.1 Pénalités pour retard d'exécution

Les stipulations précisées à l'article 20.1 du CCAG sont seules applicables.

IV.3.2 Primes d'avance

Sans objet.

IV.4 Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Les dispositions de l'article 20.1.3 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution.

IV.4.1 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours comptés de la date de la décision de réception, le Titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du Titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de 1 000,00 €.

IV.4.2 Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 9-6, le Titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 1 000,00 €.

IV.4.3 Période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations décrites à l'article 8 et prévues pendant la période de préparation dont la durée est fixée à l'article 8-1 ci-après, le Titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 1 000,00 €.

IV.4.4 Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des Entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le Maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le Titulaire encourt une pénalité fixée à 300,00 €.

IV.4.5 Défaut de signalisation

En cas de défectuosité de la signalisation de chantier à la charge de l'Entreprise et de non-conformité avec les plans visés par le Maître d'œuvre, les mesures suivantes seront appliquées :

- Sur remarque verbale ou écrite de la maîtrise d'œuvre, plus particulièrement du surveillant de chantier ou d'un représentant du gestionnaire de voirie, à la personne chargée de la conduite des travaux constatant l'insuffisance de la signalisation sous sa responsabilité, l'Entrepreneur devra, à ses frais, prendre toutes les dispositions pour remédier à cette situation.
- Si l'Entrepreneur n'a pas obtempéré dans les 24 heures qui suivent la remarque qui lui aura été faite, le Maître d'œuvre se substituera à lui à ses frais et sous sa responsabilité, et fera application d'une pénalité de 1500,00 € par jour. En outre, le Maître d'œuvre pourra alors suspendre le chantier par ordre de service sans donner droit à l'Entrepreneur à une indemnité ou à prolongement du délai contractuel d'exécution. Le Maître d'œuvre se réserve le droit de prescrire en cours de chantier tout complément de signalisation qu'il jugera utile dans le cadre des instructions ministérielles. Le non-respect de ces prescriptions entraînera la même procédure et la même pénalité que celle prévue ci-dessus.

IV.4.6 Nettoyage des voies publiques

L'attention de l'Entreprise est attirée sur les contraintes de sécurité des usagers circulant sur les voies publiques bordant le chantier.

Toutes les mesures seront prises par l'Entreprise pour assurer la propreté permanente des voies publiques bordant le chantier.

S'il était constaté par la maîtrise d'œuvre une défaillance en ce domaine, il sera fait application sans mise en demeure d'une pénalité de 1500,00 €.

V ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**V.1 Retenue de garantie**

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

V.2 Avance

Sans objet car le délai contractuel est inférieur à 2 mois.

VI ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

VI.1 Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au Titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le Titulaire du marché pourra proposer au Maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le Titulaire du marché devra alors apporter au Maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

En complément à l'article 23 du CCAG, toute demande formulée par le Titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au Maître de l'ouvrage avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

De plus, le Titulaire est tenu de mettre à disposition du Maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre conformément à l'article 21.1 du CCAG.

VI.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

VI.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le plan de contrôle que le Titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du Maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur (interne et externe) sont effectuées à la diligence et aux frais du Titulaire.

VI.4 Gestion des déchets de chantier

En application de l'article 36 du CCAG, le Titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le Titulaire effectue les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au Titulaire, avant l'exécution des travaux, toute information qu'il juge utile pour permettre à celui-ci de valoriser ou d'éliminer les déchets conformément à la réglementation en vigueur.

Afin que le Maître de l'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le Titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets de chantier.

Lorsqu'il aura été constaté que le Titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, il sera fait application de l'article 37.2 du CCAG.

VII ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES

VII.1 Piquetage général

Le piquetage général est effectué par le Titulaire.

VII.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué par les concessionnaires contradictoirement avec le Titulaire qui les aura convoqués.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG, le Titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, le Titulaire doit, 10 jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles par une déclaration officielle (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux par exemple).

Le Titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le décret 91-1147 du 14 octobre 1991 (et ses annexes) et l'arrêté du 16 novembre 1994 relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

VIII ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

VIII.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation à l'Acte d'Engagement à partir de la notification du marché, elle n'est pas comprise dans le délai d'exécution par dérogation à l'article 28.1 du CCAG.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

Par les soins du Maître d'œuvre :

- Transmission des fonds de plans et relevés au format informatique.
- Visa des documents établis par le(s) Entrepreneur(s).

Par les soins du Titulaire :

- Projet des installations de chantier.
- Un état des lieux préalable au démarrage des travaux. Cet état des lieux sera établi par huissier de justice. L'Entrepreneur mettra à disposition du Maître d'Ouvrage le constat correspondant.
- Planning détaillé des travaux.
- Dispositions détaillées du plan de contrôle.

VIII.2 Etudes d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le Titulaire et soumis au visa du Maître d'œuvre.

Ces documents sont fournis en 3 exemplaires papiers, avec copie informatique pour reproduction (fichier compatible avec Autocad).

VIII.3 Echantillons - Notices techniques – Procès-verbal d'agrément

L'Entrepreneur est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le Maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

VIII.4 Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le Titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

VIII.4.1 Installation des chantiers de l'Entreprise

Les installations suivantes sont réalisées par le Titulaire du marché :

- Un bureau de chantier éclairé et chauffé.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour l'ensemble du personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

VIII.4.2 Lieux de dépôt des déblais en excédent

L'Entrepreneur se procure à ses frais les terrains dont il peut avoir besoin comme lieu de dépôt des déblais en excédent. Il doit soumettre le choix de ces terrains à l'accord préalable du Maître d'œuvre (article 31.2 du CCAG Travaux).

VIII.4.3 Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier

a) Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées en l'absence de coordonnateur SPS.

L'Entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement et les dispositifs de sécurité mis en place par un Entrepreneur pour son intervention personnelle ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

b) Autorité du coordonnateur SPS

Sans Objet

c) Moyens donnés au coordonnateur SPS

Sans Objet

d) Obligations du Titulaire vis-à-vis des sous-traitants

Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

VIII.4.4 Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée par le Titulaire.

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et au guide technique du SETRA (édition 2000) sur la signalisation temporaire – Manuel du chef de chantier.

Le Titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

Le Titulaire doit soumettre à l'agrément du Maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Le personnel du Titulaire, de ses sous-traitants et/ou cotraitants, travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un gilet rétro-réfléchissant de classe 2.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I- 8^{ème} partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

VIII.4.5 Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Aucune stipulation particulière.

VIII.4.6 Emploi d'explosifs et engins explosifs de guerre

Aucune stipulation particulière.

VIII.4.7 Dégradations causées aux voies publiques

En ce qui concerne l'usage des voies publiques et par dérogation de l'article 34 du CCAG Travaux, les contributions ou réparations dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux sont totalement à la charge de l'Entrepreneur.

Un constat établi par huissier de justice mandaté par le Titulaire précisera l'état de vétusté des voies desservant le chantier.

De plus, l'Entrepreneur devra prévoir le nettoyage des bas de caisse et des organes de roulement des différents engins et véhicules de chantier susceptibles d'emprunter les voies publiques.

VIII.4.8 Garde du chantier

Aucune stipulation particulière.

IX ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

IX.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions suivantes :

- Les essais et contrôles relevant du contrôle intérieur définis par le plan de contrôle sont assurés à la diligence et aux frais du Titulaire.
- Le Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire procéder aux frais de l'Entrepreneur à tous essais complémentaires dans le cas de résultats non conformes au titre des essais prévus au plan de contrôle.

Les dispositions de l'article 24.4 du CCAG relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais.

IX.2 Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG la tenue d'un registre de chantier n'est pas imposée pour ce marché.

IX.3 Opérations préalables à la réception

Les dispositions de l'article 41.2 du CCAG sont applicables.

IX.4 Réception

IX.4.1 Réception des ouvrages

La réception des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies au CCTP.

Le délai maximal dans lequel le Maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 20 jours à compter de la date de réception de la lettre du Titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure.

Conformément à l'article 41.1.3 du CCAG L'Entrepreneur a un droit acquis à la réception, si les travaux achevés sont en état d'être reçus.

IX.4.2 Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

IX.5 Mise à disposition ou prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

IX.6 Documents fournis après exécution

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le Titulaire remet au Maître d'œuvre, en 3 exemplaires dont un reproductible au plus tard le jour de la réception :

- Le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) dont le contenu est décrit au CCTP.
- Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur.
- Les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A4.

IX.7 Délai de garantie

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

IX.8 Garanties particulières

Sans objet.

X ARTICLE 10. RESILIATION

Dans l'hypothèse où le Titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le Maître d'Ouvrage des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 49 du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 48 du CCAG, l'inexactitude des renseignements prévus aux articles R. 2143-1 et R. 2143-12 et suivants du code de la commande publique peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation au 48.1 du CCAG, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur aux frais et risques du déclarant.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'Entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au Maître de l'ouvrage.

En cas de résiliation du fait du pouvoir adjudicateur (motif d'intérêt général ou ordre de service tardif), le Titulaire a deux mois pour demander une indemnisation des frais et investissements engagés. La demande écrite sera « dûment justifiée ».

L'article 46.3.1 du CCAG précise les cas de résiliation du marché pour faute du Titulaire.

XI ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants :

CCAP 3-4	déroge à l'article	13.5.1 du CCAG
CCAP 7-2	déroge à l'article	27.3 du CCAG
CCAP 8-1	déroge à l'article	28.1 du CCAG
CCAP 8-4.7	déroge à l'article	34 du CCAG
CCAP 9-2	déroge à l'article	28.5 du CCAG
CCAP 9-6	déroge à l'article	40 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	48.1 du CCAG

Lu et approuvé

A..... le.....

L'Entrepreneur (les Entrepreneurs),
Signature(s) et cachets(s)

A..... le.....
Le Pouvoir Adjudicateur,